



Extrait du Acrimed | Action Critique Médias

<http://www.acrimed.org/Danone-une-rumeur-peut-en-cacher-une-autre>

Danone : une rumeur peut en cacher une autre

- Les journalismes - Mythes et réalités - Connivences et promotions - Journalistes et patrons -



Date de mise en ligne : mercredi 28 septembre 2005

Date de parution : 2 septembre 2005

Description :

Danone menacé par Pepsi ? Une "info" lancée par le journal où travaille la soeur du PDG...

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

Le magazine économique *Challenges* (groupe Nouvel Observateur) est devenu hebdomadaire le 1er septembre 2005, changeant de maquette, de format, de prix, etc. Son équipe rédactionnelle forme, à en croire Claude Perdriel, PDG du groupe Nouvel Observateur, le "*team éditorial le plus puissant de la presse économique magazine en France*" [1]. La langue anglaise s'imposait : un mois plus tôt, le "*team éditorial*" avait déjà eu les honneurs de l'*International Herald Tribune*...

L'actualité économique de l'été 2005 a été marquée en France par la rumeur d'une prochaine prise de contrôle ("OPA hostile") de Danone (le fleuron français de l'agroalimentaire [2]) par l'étatsunien Pepsi. Rapidement démentie par ce dernier (puis, plus tard, par le groupe français), l'"information" a néanmoins déclenché un branle-bas de combat dans la sphère politico-médiatique [3], habituellement atone à cette époque de l'année. Le "*patriotisme économique*" devint le sujet à la mode à gauche comme à droite [4], la majorité UMP et le gouvernement s'attellant toutes affaires cessantes à échafauder une ligne de défense apte à protéger les "joyaux" tricolores contre les méchants prédateurs étrangers [5]... Jusqu'à ce que, la "rentrée" exigeant qu'on passe à autre chose, le feuilleton de l'été connaisse enfin son heureux épilogue : "*Le gouvernement prépare un décret qui lui permettra d'interdire une prise de contrôle dans des secteurs jugés stratégiques*" ", apprenait-on le 29 août [lien périmé, juin 2010]. Quant à la "proie" supposée, elle se porte comme un charme. Entre le 7 et le 24 juillet (jour du démenti de PepsiCo, voir plus bas), l'action Danone a gagné 28 %, dopée par les déclarations de Villepin, Fabius, Strauss-Kahn, etc. (c'est [Le Nouvel Observateur, 28 juillet 2005](#) qui le dit). Chez les familiers de la Bourse, on penserait à une manipulation pour moins que ça : l'"information" ne visait-elle pas d'abord à faire grimper l'action, dans un but spéculatif ? [6]. Autre conséquence concrète : le PDG de Danone devient indéboulonnable. Sur le plan financier, quand le cours de Bourse monte, "*Danone devient plus cher. Objectivement, techniquement, les rumeurs de juillet ont conforté la direction actuelle*" (*Marianne*, 3 septembre 05). Sur le plan politique, "*Franck Riboud, qui passait pour un monstre quand il fermait des usines chez LU, devient une sorte de Jeanne d'Arc de l'agroalimentaire*" (Gérard Dupuy dans *Libération* le 21 juillet) [7]. Bien joué !

Si elle fut relayée par la presse généraliste à partir de la mi-juillet [8], la rumeur fut initialement lancée le 7 juillet par une "brève" des "Confidentiels" du magazine économique *Challenges* :

"Pepsi convoiterait Danone Nouvelle rumeur d'OPA sur Danone. Cette fois, c'est Pepsi qui s'intéresserait au groupe français et aurait déjà ramassé près de 8 millions d'actions (environ 3 % du capital) à des cours compris entre 66 et 72 euros. L'américain serait prêt à déboursier jusqu'à 25 ou 30 milliards d'euros pour se payer le français, valorisé par la Bourse 19 milliards d'euros début juillet. Chez Danone, où le seuil statutaire est de 0,5 %, le service juridique n'a reçu aucune déclaration de dépassement qui sorte de la normale", précisait-on le 1er juillet." (*Challenges*, juillet 2005 [lien périmé, juin 2010]).

L'"info" n'est pas "sourcée", le rédacteur ne lésine pas sur le conditionnel [9], deux caractéristiques assez fréquentes dans ce genre de rubrique auto-proclamée "indiscrette", dont, paraît-il, raffolent les lecteurs (une interview de Franck Riboud figure par ailleurs dans ce même numéro de *Challenges* (7 juillet 2005). Titre : « La nationalité de Danone, c'est Danone » [10]). Dans un premier temps, l'"info" n'est guère reprise par la "grande presse". Jusqu'à ce que les "pubeux" entrent dans la danse. Le 14 juillet, sur Europe 1, Stéphane Fouks, ponté d'Havas et conseiller de la direction de Danone, relance la rumeur ("*Il ne manquerait plus qu'il y ait une opération hostile sur un grand groupe*"). Et les proches de Franck Riboud "*appellent journalistes, analystes, hommes politiques, et martèlent un message sans ambiguïté. Oui, Danone est opéable*". "*Franck Riboud en a souvent discuté avec les patrons*" de Coca, Nestlé, Unilever ou Pepsi, les banques d'affaires ont "*planché sur des scénarios*" d'OPA (*Marianne*, 3 septembre 05)... A la suite de quoi "*l'action est repartie à la hausse et (...) les politiques ont commencé à monter au créneau*" ([Le Nouvel Observateur, 28 juillet 2005](#)). L'unanimité politico-médiatique qui

règne au milieu du mois de juillet va commencer à être ébranlé après le démenti officiel de PepsiCo auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), le 24 juillet. *Le Monde* (26 juillet 05) rompt alors avec sa retenue du 21 juillet (quand il glissait discrètement, au milieu d'une page sur la " mobilisation politique sans précédent ", que " *selon nos informations, c'est le PDG de Danone lui-même qui aurait orchestré cette campagne* "). Le ton de la suspicion, voire de l'accusation, domine cette fois la page (p. 9, rubrique "Entreprises", "Bourse") que le quotidien du soir consacre à l' "affaire Danone", page surmontée d'un " chapô " qui se termine ainsi : " *Désormais, des voix s'interrogent sur la façon dont le PDG Franck Riboud a suscité la mobilisation jusqu'au plus haut niveau de l'Etat.* " C'est surtout l'article de bas de page - mais sur six colonnes - qui fait figure de réquisitoire. Son titre : " Une campagne orchestrée de main de maître, mais aux conséquences imprévisibles ". Pour l'auteur, pas de doute : la rumeur d'OPA relève d'une manoeuvre d'intoxication lancée par Franck Riboud. Première phrase : " *L'affaire Danone est terminée, l'affaire Riboud commence.* " Plus loin : " *La manipulation avérée, pour l'heure, est celle de l'opinion via les politiques et la presse. Les "communicants" - Stéphane Fouks et Michel Calzaroni - que Danone a envoyé sonner le tocsin ont réussi leur coup au-delà de leurs propres espérances.* " Bravo les artistes : " *Techniquement, l'affaire a des allures de sans fautes* " (Danone s'est joué des textes régissant les marchés financiers), " *politiquement, le moment était particulièrement propice* " (l'après-29 mai). Mais *Le Monde* manifeste sa réprobation en énumérant les dégâts provoqués par l'opération... du point de vue du grand patronat et des hauts fonctionnaires de Bercy : la crédibilité de la France dans le " *concert économique international* " " *mise à mal* " ; toutes les " *cartouches* " " *grillées* " pour les autres groupes du CAC 40 susceptibles d'être menacés d'OPA [11]... Et *Le Monde* de conclure, dans sa tradition du balancement faussement équilibré : " *Doit-on, au nom de la stricte application des lois du marché, laisser filer des fleurons de l'industrie sans rien faire ? La question mérite d'être posée. Mais, la réponse, complexe, ne peut s'accommoder de postures simplistes.* " Une semaine plus tard (*Le Monde*, 2 août 05), dans un papier d' "analyse" qui commence en Une, Laurent Mauduit (l'ancien adjoint d'Edwy Plenel à la direction de la rédaction) enfonce le clou (" Danone, entre entourloupes et concert d'hypocrisies "). Face aux " *zones d'ombre* " et aux " *mystères* " que l'affaire " *recèle encore* ", il énonce trois " *hypothèses* ", mais elles tiennent toutes pour acquis une attitude manipulatrice de Danone ! Et Mauduit de montrer du doigt les dirigeants politiques, coupables d'avoir " *sonné le tocsin* " sans preuve de la tentative d'OPA - une fois de plus, les médias sont exonérés de toute responsabilité... -, alors même que depuis vingt ans, tous les gouvernements, de droite comme de gauche, ont ouvert sans cesse davantage l'économie française aux capitaux étrangers [12].

Mais soudain vint le grain de sable. Mardi 2 août, l'*International Herald Tribune* publie un article qui révèle que la soeur de Franck Riboud, Christine Mital [13], qui détient des actions Danone, est journaliste économique au *Nouvel Observateur* et à *Challenges* (voir l'article de l'IHT "[Link in Danone report investigated](#)" et la dépêche AFP "L'International Herald Tribune relève les liens entre Danone et Challenges" [lien périmé, juin 2010]) [14]. La direction de *Challenges* affirme immédiatement que Christine Mital n'avait " *rien à voir* " avec le " *confidentiel* " sur l'éventualité d'une OPA [15].

Le nouveau *Challenges* (1er septembre 2005) revient sur Danone dans une double page titrée " Notre vérité sur... l'appétit de PepsiCo pour Danone " (surtitre : " *Coulisses* "). Un encadré, " *Challenges à la source de l'affaire* ", signé " P.-H. M. " [16] est consacré à la mise en cause du journal. D'abord, *Challenges*, qui protège ses sources, ne saurait livrer l'identité de son informateur. Mais P.-H. M. affirme que ce n'est pas Franck Riboud, " *ni Christine Mital, soeur de Franck Riboud et rédacteur en chef du Nouvel Observateur qui collabore régulièrement à Challenges et n'a jamais écrit sur Danone. Elle n'était même pas au courant de la publication de ce "confidentiel" avant la sortie du journal* ". P.-H. M. explique ensuite que la source était très fiable. Il indique que " *le 4 juillet, Danone précise qu'il n'a pas reçu de déclaration de franchissement du seuil de 0,5 % du capital* ". Et d'avancer : " *Une forme de démenti que nous publions avec notre information* ". Chacun pourra confronter cette assertion avec la réalité du texte publié par *Challenges* début juillet. Quant à l'article général, dont le titre promet " Notre vérité sur... l'appétit de PepsiCo pour Danone ", il accouche d'une souris, insistant lourdement sur les " *contacts* " et " *rencontres* " entre la direction de Danone et telle ou telle éminence économique ou politique. Faisant état de " *grandes manoeuvres* ", *Challenges* tente coûte que coûte, comme avant lui son grand frère *le Nouvel Obs*, d'accréditer, rétrospectivement, l'hypothèse de l'OPA de Pepsi sur Danone. Histoire de légitimer son "info" de début juillet. Et, peut-être, de relativiser le rôle de son informateur (trice ?)...

Faute de preuves, nous ne saurions être affirmatifs quant à l'implication supposée de Christine Mital dans la propagation d'une rumeur qui a bénéficié à son frère. Tout juste s'étonnera-t-on de la discrétion dont ont pâti les révélations de l'*International Herald Tribune*, par contraste avec le retentissement donné à la rumeur d'OPA de Pepsi sur Danone [17]. Par exemple, *Libération*, qui, le 21 juillet, consacrait sa Une (" L'union sucrée ") et sa double page d'ouverture (pages 2 et 3) au " *tollé provoqué par la rumeur d'OPA* ", se contente le 3 août d'une brève de moins de 20 lignes, reléguée page 15 (dans sa partie Economie), pour relater que " *le Herald Tribune note un lien (sic) entre Challenges et Danone* ". Ce qui n'est rappelé nulle part, c'est que Riboud, à travers Danone, a longtemps été un actionnaire de *Libération* (lire [Le Monde et les grands entrepreneurs](#)) et l'est toujours du *Monde* (lire [L'actionnariat du Monde en 2003](#) et voir dans *Le Monde*, "Portrait d'un quotidien", "[L'actionnariat du Monde](#)") [18]. Cette proximité n'a certes pas empêché les deux journaux de relayer les soupçons de manipulation pesant sur la direction de Danone. Mais pas totalement : quand il ne s'agit plus seulement de questionner les agissements des responsables économiques et politiques, mais aussi des pratiques journalistiques, de surcroît personnellement identifiées, la volonté de " transparence " devient plus sélective.

Post-scriptum :

Le feuilleton de l'été 7 juillet. *Challenges* affirme que le groupe étatsunien PepsiCo prépare une OPA sur Danone. PepsiCo dément. 14 juillet. Stéphane Fouks, directeur général d'Havas et conseiller de la direction de Danone, déclare sur Europe 1 : " *Il ne manquerait plus qu'il y ait une opération hostile sur un grand groupe français* ". Le président de la République Jacques Chirac, dans sa traditionnelle intervention télévisée, évoque " *les risques de prise de contrôle d'entreprises françaises par des capitaux étrangers* ". 18 juillet. Patrick Ollier, président (UMP) de la commission des Affaires économiques à l'Assemblée nationale, s'affirme sur LCI " *très inquiet d'imaginer que Danone (...) risque de passer sous la domination de PepsiCola* ". 21 juillet. Le PDG de Danone Franck Riboud, dans *Les Echos*, se déclare " *garant de la culture et de l'indépendance* " du groupe, et affirme qu'il n'a pas connaissance d'une opération en préparation sur son groupe. Le président de la République Jacques Chirac se dit " *particulièrement vigilant et particulièrement mobilisé* ". Le Premier secrétaire du Parti socialiste François Hollande préconise, dans *Le Parisien*, une " *mobilisation des acteurs publics et privés : la banque, la Caisse des dépôts, certains actionnaires privés (...)* " [19] 22 juillet. L'Adam, une association de défense d'actionnaires, dépose une plainte pour " *manipulation de cours* " auprès de l'Autorité des Marchés financiers (AMF). 24 juillet. PepsiCo, interrogé par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) dément préparer une OPA sur Danone. 27 juillet. En conseil des ministres, le président de la République Jacques Chirac demande qu'on renforce la protection des entreprises stratégiques françaises. Quelques heures plus tard, lors d'une conférence de presse, le Premier ministre Dominique de Villepin appelle au " *patriotisme économique* " [20] et annonce des mesures visant à renforcer le contrôle des investissements étrangers.

[1] *La Correspondance de la Presse*, 30 août 2005.

[2] Son capital est détenu à 44% par des investisseurs étrangers (*L'Express*, 25 juillet 05 [lien périmé, juin 2010]), 85 % du capital est " *flottant* (dont les trois quarts aux mains d'investisseurs étrangers) " ([Le Nouvel Observateur, 28 juillet 05](#))...

[3] " *De Jacques Chirac s'affirmant "particulièrement vigilant et mobilisé" à François Hollande prônant la "mobilisation de tous les acteurs", en passant par la CGT réclamant (ni plus ni moins) une "nationalisation de Danone", relève L'Express le 25 juillet 05 [lien périmé, juin 2010]. Le 21 juillet, la " mobilisation " a les honneurs des Unes de Libération (" L'union sucrée ") et du Monde (" La menace d'OPA sur Danone devient une affaire d'Etat "). Libé y consacre sa double page d'ouverture (pages 2 et 3). " *Le plus surprenant, est-il écrit, est que, pour l'instant, la menace d'une OPA hostile de Pepsico sur Danone n'existe officiellement qu'à l'état de rumeur* " et le quotidien s'applique à démontrer que " *le risque est limité* ". Fort bien, mais alors pourquoi *Libé* alimente-t-il la " rumeur " en lui accordant sa Une ? ! De même, *Le Monde* accorde une page entière à la " mobilisation politique sans précédent pour défendre Danone " (rubrique "Société", "Industrie" sic...). Dans l'article principal, il faut attendre le septième paragraphe pour apprendre (au conditionnel) que " *selon nos informations, c'est le PDG de Danone lui-même qui aurait orchestré cette campagne, en établissant un contact, voici quelques jours, avec l'Elysée, Matignon et Bercy, pour leur faire part de son inquiétude (...)* (Danone) se contentait officiellement, mardi (19 juillet) d'un "sans commentaire" de circonstance sur toute l'affaire. Mais en privé, l'entourage de M. Riboud est formel : *PepsiCo prépare bien une OPA "hostile"*. Mais c'est surtout l'article de pied de page qui semble exprimer une prise de distance du journal : " *Des opérateurs boursiers craignent la "ringardisation" de la place de Paris* ". La faute à l' " *interventionnisme politique* "...*

[4] Quelques semaines plus tôt, ceux qui avaient voté " non " au référendum du 29 mai avaient été abondamment qualifiés de " *xénophobes* "...

[5] Comme si nos " responsables " politiques, tel l'enfant qui vient de naître, réalisaient brutalement ce qu'est une multinationale et en quoi consiste la mondialisation. Danone réalise 75% de son chiffre d'affaires à l'international, rappelle aussi *L'Express* le 25 juillet [lien périmé, juin 2010]. Sur 90 000 salariés, 4000 seulement sont en France, et Danone " continue à promouvoir l'anglais dans ses rendez-vous avec les analystes financiers, même natifs de Carpentras ou de Romorantin. Idem dans des réunions internes de 30 personnes comptant un seul anglophone " (*Marianne*, 3 septembre 05). En 2001, Riboud déclarait au *Financial Times* que sa société n'avait " plus rien de franco-français " : " la France ne représente plus désormais que 23 % de nos ventes " (*Courrier international*, 28 juillet 2005, cité par *Le Canard enchaîné*, 3 août 2005).

[6] " Les allégations selon lesquelles le groupe aurait suscité la spéculation sur son cours sont sans fondement ", a cru bon de déclarer un porte-parole de Danone ([Le Nouvel Observateur, 28 juillet 2005](#)).

[7] " Les ex-salariés de LU ne soutiennent pas Franck Riboud " ([Le Monde, 23 juillet 05](#)). " Un syndicaliste interroge : "Comment Riboud peut-il en appeler au nationalisme alors que son groupe n'a cessé de désinvestir en France ?" Pâtes (Panzani), bières (Kronenbourg), biscuits (LU) ou emballages, le périmètre français s'est restreint (...) Peu importe, face à une hypothétique agression américaine, il fallait refaire jouer les vieux réflexes protectionnistes " (*L'Express*, 25 juillet 05 [lien périmé, juin 2010]). *Libération* (25 juillet 05) a eu la bonne idée de se demander " comment vit-on dans une usine française de Pepsico ? ", et pour répondre d'aller enquêter dans un établissement de la multinationale en France, celui d'Hermes, en Picardie. Le reportage, titré, " Heureux comme un salarié de Pepsico en Picardie ", tranche avec la diabolisation ambiante. Les 125 salariés sont " indifférents à l'agitation du monde politique français, qui, depuis trois jours, n'a de cesse de manifester son hostilité " à la perspective d'OPA de Pepsico sur Danone. Interrogés, ils " n'ont pas à se plaindre ", " c'est pas le baigne ", " mieux qu'avant ", " mieux qu'ailleurs ", " pas de pression des chefs. Et moins de manutention ". La paie ? 1600 euros nets, 2000 avec les nuits, la participation aux bénéfices rapporte " 1500 nets, presque un quatorzième mois " ; plus les stocks-options ; et les six litres de jus de fruits mensuels offerts... Les conditions de travail ? Avant, " on avait moins de moyens, moins de pièces, moins de matériel " ; quand il y a eu des bagarres de jets d'eau en été, de boules de neige en hiver à la porte de l'usine, " les chefs ferment les yeux, du moment que le boulot est fait, et qu'on touche pas le matériel ". Les rapports avec l'encadrement ? " On nous demande souvent notre avis ". *Libération* continue : " Il y a trois ans, la boîte a connu une grève de trois jours pour les salaires. Très suivie, et payante. Depuis, la pression est là, et les augmentations constantes : 4,8% en 2004. " Un salarié avance même que les "Danone" " auraient tout à gagner " à entrer dans le groupe. *Libé* conclut l'article en citant un délégué CGT qui " tempère l'optimisme " : licenciements abusifs, départs non remplacés, délégués achetés... Une dizaine de lignes qui ne " tempèrent " pas l'impression très favorable retirée du reste de l'article...

[8] Voir par exemple dans *Libération* du 18 juillet : " Danone avalée par Pepsi ? ".

[9] Le conditionnel n'est plus de mise le 1er septembre dans le nouveau *Challenges*, hebdomadaire, qui dans une chronologie sélective des événements écrit : " 7 juillet. Challenges révèle que PepsiCo prépare une OPA sur Danone "...

[10] " Votre père parlait de Danone comme d'un monument du patrimoine national : la cathédrale de Chartres. Aujourd'hui, quelle est la nationalité du groupe ? Y a-t-il un risque d'OPA ? (F.R.) La nationalité de Danone, c'est Danone. Même si la France pèse environ 22 % des ventes, cela va baisser mathématiquement. La France est un pays comme un autre. Quant au risque d'OPA, avec 95 % de flottant, c'est possible techniquement. Surtout que Danone est une des plus jolies filles de l'agroalimentaire mondial. Mais émotionnellement, cela me paraît difficile. Même si je ne contrôle rien, je pense qu'une de nos forces, c'est le management. Tous ces gens qui se lèvent le matin avec l'envie d'en découdre. Pour eux, Danone doit préserver son indépendance.

[11] " La première OPA hostile en France a été lancée par Danone(...) En 1969, Antoine Riboud, père de Franck, avait tenté de prendre le contrôle de Saint-Gobain avec son groupe BSN. Le patronat français avait alors été choqué par son manque de manières " (*Marianne*, 3 septembre 05).

[12] L'éditorial de ce numéro du *Monde* est en soi une oeuvre d'anthologie. " Où est Mme Parisot ? " clame l'éditorialiste clandestin du journal. Alors que, comme la quasi-unanimité de la presse, *Le Monde* s'était réjoui de son élection à la tête du Medef, " sitôt élue, la voilà disparue ", se désole-t-il. Notre éditorialiste aurait aimé que la "patronne des patrons" réagisse aux " annonces " du gouvernement Villepin, à l'appel au " nationalisme économique " lancé par le Premier ministre (on remarquera que *Le Monde* a entendu " nationalisme " et non " patriotisme "...), à l'affaire Danone, etc. A croire que *Le Monde* se voit en conseiller en communication de la présidence du Medef. Et déplore de devoir monter en première ligne. A sa place...

[13] Christine Mital est décédée d'une crise cardiaque le 26 janvier 2006 (*note du 28 janvier 2006*).

[14] Christine Mital serait l'auteur du livre de Jean-Marie Messier *J6M.com* (Hachette, 2000).

[15] Dépêche AFP du 2 août : "C'est vrai qu'elle est la soeur de Franck Riboud, c'est vrai qu'elle travaille à la rédaction de Challenges, mais elle n'a rien à voir avec cette information", a déclaré le responsable au journal (le *Herald Tribune*). L'intéressée elle-même a affirmé au quotidien qu'elle n'avait "strictement aucun lien" avec cet article. Interrogé par l'AFP, le directeur délégué de la rédaction du magazine a déclaré : "je démens catégoriquement que Christine Mital ait joué le moindre rôle dans la publication d'une information concernant Danone dans l'édition de Challenges du 7 juillet".

[16] Pierre-Henri de Menthon est rédacteur en chef. Selon l'"ours" du journal, ses supérieurs hiérarchiques sont Vincent Beaufiles, directeur de la rédaction, et Daniel Fortin, directeur délégué de la rédaction.

[17] Le journaliste Gilles Klein, qui, [sur son blog Le Phare](#), est l'un des premiers à rapporter les interrogations du *Herald Tribune*, regrette que *Challenges* et *Le Nouvel Observateur* n'aient pas jugé bon de signaler la parenté de leur collaboratrice, notamment dans l'article du *Nouvel Observateur* intitulé "[Danone : La leçon d'une rumeur](#)".

[18] Lire [Pinault selon Le Monde : pauvre petit gosse de riche](#) et [Le Monde censure son médiateur](#). Les "règles et usages" édictées dans *Le Style du Monde* (publié 2002 et volontiers mises en avant par le journal à l'appui de son souci "déontologique") précisent (p. 8) : "Lorsqu'une entreprise actionnaire du Monde est citée dans un article du journal, cette particularité est signalée comme telle soit dans le chapô de l'article, soit dans le corps, soit en fenêtre."

[19] Traditionnel "bras armé" de l'Etat dans la sphère économique, la Caisse des dépôts est "présente dans toutes les sociétés du CAC 40" et entend jouer "un rôle d'actionnaire stable face à la montée en puissance des fonds de pension anglo-saxons dans le capital des entreprises françaises" rapporte *Le Monde* (23 juillet 05). Mais le quotidien insiste sur la volonté d'autonomie manifestée depuis quelques années par la Caisse, et détecte une réticence à se mêler de l'affaire Danone.

[20] L'expression avait déjà été utilisée après les attentats du 11 septembre 2001 par le Premier ministre d'alors, Lionel Jospin (PS), qui, rappelle *Le Monde* (29 juillet 05), avait déclaré : "Face au terrorisme et aux désorganisations qu'il cherche à provoquer, il y a une responsabilité presque civique des chefs d'entreprise et des consommateurs ; ils doivent (...) soutenir l'activité économique. (...) Faisons preuve tous ensemble de patriotisme économique" (*Sud-Ouest*, 27 sept. 01).